

La partie demanderesse peut introduire un mémoire ampliatif dans un délai de 24 jours ouvrables après l'introduction du recours ou de la réclamation. Ce mémoire peut contenir des voies supplémentaires.

La partie défenderesse peut introduire un mémoire justificatif dans un délai de 24 jours ouvrables après la réception du mémoire ampliatif de la partie demanderesse ou endéans les 24 jours ouvrables après l'expiration du délai si la partie demanderesse n'a pas introduit de mémoire ampliatif.

Le mémoire ampliatif et le mémoire justificatif sont remis à la fois à la chambre de recours et à la partie adverse, par lettre recommandée à la poste ou par remise sous récépissé.

Tout mémoire justificatif ou ampliatif introduit après le délai fixé sera écarté des discussions. »

§ 2. Au § 3 du même article 16, les mots "du conseil" sont remplacés par les mots "de la chambre".

Art. 8. A l'article 17 du même arrêté, les mots "dix jours" sont remplacés par les mots "vingt jours".

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 1998.

Art. 10. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 janvier 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 513

[S - C - 98/29072]

27 OCTOBRE 1997. — Décret-programme portant diverses mesures concernant l'enseignement (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions relatives à l'Education et à l'Enseignement

Section 1re. — Disposition générale

Article 1^{er}. L'article 37 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986, est complété par les dispositions suivantes :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, tout pouvoir organisateur peut transférer au maximum 5 % de sa subvention de fonctionnement à un autre pouvoir organisateur du même réseau qui est tenu de l'utiliser dans le respect des conditions visées à l'article 32, § 1^{er} et §§ 4 à 6.

L'utilisation des montants ainsi transférés est soumise au contrôle visé à l'alinéa 2. »

Section 2

Art. 2. Par dérogation à l'article 32, § 3, de la même loi, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier, hors enseignement universitaire et hors enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles, est fixé pour l'année scolaire 1997-1998 au montant accordé pour l'année scolaire 1996-1997, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 6 du décret du 20 décembre 1995 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, les bâtiments de la Communauté, la dette des organismes paracommunautaires et l'enseignement, augmenté de 1,75 %.

Toutefois, dans les enseignements fondamental et secondaire, tant ordinaires que spéciaux, le montant de l'augmentation des subventions de fonctionnement est fixé forfaitairement à :

- F 300 pour l'enseignement préscolaire et primaire;
- F 225 pour l'enseignement moyen;
- F 275 pour l'enseignement technique et artistique.

Par dérogation à l'article 52, c) et d), de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 1997-1998 au montant accordé pour l'année scolaire 1996-1997, tel qu'il a été établi sur la base de l'article 6 du décret du 20 décembre 1995 précité, augmenté de 1,75 %.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté française, autres qu'universitaires et autres qu'enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles, sont augmentés sur la même base que l'augmentation des subventions visées aux alinéas 1^{er} et 2.

Art. 3. Dans l'enseignement ordinaire préscolaire et primaire, un montant de F 100 par élève est prélevé sur les subventions et dotations de fonctionnement et affecté à la solidarité entre établissements d'un même réseau.

(1) *Session 1996-1997 :*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 167-1. — Errata, n° 167-2. — Avis des commissions, n°s 167-3 et 4. — Amendements de commission, n°s 167-5, 6 et 7. — Rapport, n° 167-8.

Session 1997-1998 :

Document du Conseil. — Amendement de séance, n° 167-9.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 21 et 22 octobre 1997. — Adoption. Séance du 22 octobre 1997.

Les critères permettant de déterminer les écoles qui peuvent bénéficier de cette solidarité seront fixés par décret.

Le montant global affecté à la solidarité, conformément à l'alinéa 1^{er}, sera attribué par réseau, sous forme de dotations et subventions de fonctionnement complémentaires, par arrêté du Gouvernement, sur proposition des organes fédérateurs et sur base des critères visés à l'alinéa 2.

Art. 4. Dans l'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement alloués à l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, modifié par les décrets du 9 novembre 1990, 20 décembre 1995 et 25 juillet 1996, les termes « ... à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998... » sont remplacés par « ... à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999... ».

CHAPITRE II. — Dispositions relatives au financement des institutions universitaires

Art. 5. A l'article 46 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 devient l'alinéa 3;

2° un nouvel alinéa 2 est inséré et libellé comme suit :

« A partir de l'exercice budgétaire 1998, la subvention annuelle de la Fondation universitaire luxembourgeoise est fixée par rapport à l'exercice budgétaire précédent en tenant compte de l'évolution annuelle moyenne des allocations de fonctionnement, telles qu'inscrites au budget de la Communauté française, des institutions universitaires visées à l'article 25, b), e), f), g), k), l), n), o), p), de la même loi, par rapport à l'exercice budgétaire précédent. »

Art. 6. Un article 48quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 48quinquies. Pour l'année budgétaire 1998, l'allocation annuelle de fonctionnement attribuée à chaque institution universitaire est, par orientation d'études, égale à 97,57 % des montants résultant de l'application des articles 30, 32bis et 34, alinéa 3. »

CHAPITRE III. — Dispositions relatives à l'enseignement supérieur dispensé dans les hautes écoles

Art. 7. La troisième phrase du premier alinéa de l'article 17 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles est remplacée par ce qui suit :

« Le premier cycle comprend deux années d'études et le deuxième cycle comprend au moins deux années d'études et au plus trois années d'études.

Toutefois, les hautes écoles qui, lors de la rentrée académique 1997-1998, ont inscrit des étudiants dans un programme d'études de premier cycle organisé en plus de deux années d'études peuvent organiser ce premier cycle de la manière suivante :

1° lors de l'année académique 1998-1999, la deuxième et la troisième années d'études de ce premier cycle;

2° lors de l'année académique 1999-2000, la troisième année d'études de ce premier cycle. »

Art. 8. Au troisième alinéa de l'article 29 du même décret, les mots « au moins » sont supprimés.

Art. 9. L'article 311 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Les temporaires prioritaires visés à l'article 61 du décret du 25 juillet 1996 et désignés en application de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection des établissements, sont considérés comme nommés à titre définitif à l'entrée en vigueur du présent décret, s'ils sont en fonction dans un emploi vacant. »

Art. 10. Dans l'article 314 du même décret, les mots "en fonction dans les hautes écoles à l'entrée en vigueur du présent décret" sont remplacés par les mots "ayant fonctionné dans les hautes écoles avant l'entrée en vigueur du présent décret".

Art. 11. Dans l'article 317 du même décret, les mots "14 septembre 1997" sont remplacés par les mots "30 septembre 1997".

Art. 12. Dans le deuxième alinéa de l'article 320 du même décret, les termes "et 14" sont remplacés par les termes ", 14 et 15".

Art. 13. Les articles 9, 10, 11 et 12 produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1997.

Les articles 1^{er} à 6 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Les articles 7 et 8 entrent en vigueur le 15 septembre 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 513

[S - C - 98/29072]

27 OKTOBER 1997. — Programma-decreet houdende diverse maatregelen inzake onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende het Onderwijs**Afdeling 1. — Algemene bepaling*

Artikel 1. Artikel 37 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986, wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

« In afwijking van lid 1 mag elke inrichtende macht ten hoogste 5 t.h. van haar werkingstoelage naar een andere inrichtende macht van hetzelfde net overhevelen die verplicht is dit bedrag aan te wenden vermits ze de in artikel 32, § 1 en §§ 4 t/m 6 bedoelde voorwaarden in acht neemt. De aanwending van de alzo overgedragen bedragen wordt aan het in lid 2 bedoelde toezicht onderworpen. »

Afdeling 2

Art. 2. In afwijking van artikel 32, § 3, van dezelfde wet wordt het bedrag van de werkingstoelagen toegekend per regelmatig ingeschreven leerling, buiten het universitair onderwijs en buiten het in de hogescholen ingerichte hoger onderwijs, voor het schooljaar 1997-1998 vastgesteld op het voor het schooljaar 1996-1997 toegekend bedrag zoals het werd vastgelegd op grond van artikel 6 van het decreet d.d. 20 december 1995 houdende diverse maatregelen inzake de budgettaire Fondsen, de Gemeenschapsgebouwen, de schuld van de paracommunautaire instellingen en het onderwijs, vermeerderd met 1,75 %.

Zowel in het gewoon als buitengewoon basisonderwijs en secundair onderwijs wordt echter het bedrag van de verhoging der werkingstoelagen op forfaitaire wijze vastgesteld op :

- F 300 voor het voorschools en lager onderwijs;
- F 225 voor het middelbaar onderwijs;
- F 275 voor het technisch en kunstonderwijs.

In afwijking van artikel 52, c) en d) van het koninklijk besluit d.d. 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 1997-1998 vastgesteld op het voor het schooljaar 1996-1997 toegekende bedrag, zoals vastgesteld op grond van artikel 6 van voormeld decreet d.d. 20 december 1995, vermeerderd met 1,75 %.

De werkingstoelagen van de scholen en onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap anders dan de universitaire instellingen en het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen worden op dezelfde basis vermeerderd als de verhoging van de in lid 1 en lid 2 bedoelde toelagen.

Art. 3. In het gewoon voorschools en lager onderwijs wordt een bedrag van F 100 per leerling afgehouden op de werkingstoelagen en -dotaties en bestemd voor de solidariteit tussen inrichtingen van eenzelfde net.

De criteria die het mogelijk maken de scholen te bepalen die deze solidariteit mogen genieten, worden bij decreet vastgelegd.

Het globaal bedrag dat voor de solidariteit wordt bestemd, overeenkomstig lid 1, wordt per net toegekend in de vorm van bijkomende werkingsdotaties en toelagen, bij besluit van de Regering op de voordracht van de verbondsinstellingen en op grond van de in lid 2 bedoelde criteria.

Art. 4. In artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 d.d. 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingmiddelen voor het Rijksonderwijs en van de werkingstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij de decreten d.d. 9 november 1990, 20 december 1995 en 25 juli 1996, worden de woorden "met uitzondering van artikel 1 dat op 1 januari 1998 in werking treedt" door de woorden "met uitzondering van artikel 1 dat op 1 januari 1999 in werking treedt" vervangen.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen met betrekking tot de financiering van de universitaire instellingen*

Art. 5. In artikel 46 van de wet d.d. 27 juli 1971 op de financiering van en het toezicht op de universitaire instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 2 wordt lid 3, 2°, een nieuw lid 2 wordt ingelast dat luidt als volgt :

« Vanaf het begrotingsjaar 1998 wordt de jaarlijkse toelage van de "Fondation universitaire luxembourgeoise" vastgesteld met betrekking tot het vorige begrotingsjaar, rekening houdend met de gemiddelde jaarlijkse evolutie van de werkingstoelagen, zoals ingeschreven in de begroting van de Franse Gemeenschap, van de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, b), e), f), g), k), l), n), o), p), van dezelfde wet, met betrekking tot het vorige begrotingsjaar. »

Art. 6. Een artikel 48quinquies dat luidt als volgt, wordt ingelast in dezelfde wet :

« Artikel 48quinquies. Voor het begrotingsjaar 1998 is de jaarlijkse werkingstoelage die aan elke universitaire instelling wordt toegekend, per studierichting, gelijk aan 97,57 % van de bedragen voortspruitende uit de toepassing van de artikelen 30, 32bis en 34, lid 3. »

(1) *Zitting 1996-1997.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 167-1. — Errata : nr. 167-2. — Adviezen van de Commissies : nrs. 167-2 en 3. — Commissieamendementen : nrs. 167-5, 6 en 7. — Verslag : nr. 167-8.

Zitting 1997-1998 :

Stukken van de Raad. — Amendementen in vergadering : nr. 167-9.

Integrale verslagen. — Bespreking. Zittingen van 21 en 22 oktober 1997. — Aanneming. Zitting van 22 oktober 1997.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende het hoger onderwijs verstrekt in de hogescholen*

Art. 7. De derde fase van het eerste lid van artikel 17 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene inrichting van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« De eerste cyclus omvat twee studiejaren en de tweede cyclus omvat ten minste twee studiejaren en ten hoogste drie studiejaren.

De hogescholen die bij de hervatting van het academiejaar 1997-1998 de studenten ingeschreven hebben in een studieprogramma van eerste cyclus ingericht naast twee studiejaar, kunnen deze eerste cyclus op de volgende wijze inrichten :

- 1° tijdens het academiejaar 1998-1999 het tweede en het derde studiejaar van deze eerste cyclus;
- 2° tijdens het academiejaar 1999-2000, het derde studiejaar van deze eerste cyclus. »

Art. 8. In het derde lid van artikel 29 van hetzelfde decreet worden de woorden "ten minste" geschrapt.

Art. 9. Artikel 311 van het decreet d.d. 24 juli 1997 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De prioritaire tijdelijken, bedoeld in artikel 61 van het decreet d.d. 25 juli 1996 en aangesteld bij toepassing van het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden beschouwd als vast benoemd bij de inwerkingtreding van dit decreet indien zij in dienst zijn in een vacante betrekking. »

Art. 10. In artikel 314 van hetzelfde decreet worden de woorden "In dienst in de hogescholen bij de inwerkingtreding van dit decreet" vervangen door de woorden "die fungeerden in de hogescholen voor de inwerkingtreding van dit besluit. »

Art. 11. In artikel 317 van hetzelfde decreet worden de woorden "14 september 1997" door de woorden "30 september 1997" vervangen.

Art. 12. In het tweede lid van artikel 320 van hetzelfde decreet worden de woorden "en 14" door de woorden ", 14 en 15" vervangen.

Art. 13. De artikelen 9, 10, 11 en 12 hebben met ingang van 1 september 1997 uitwerking. De artikelen 1 t/m 6 treden op 1 januari 1998 in werking. De artikelen 7 en 8 treden op 15 september 1998 in werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 oktober 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN



22 DECEMBRE 1997. — Décret fixant les critères de choix des établissements qui peuvent bénéficier de la solidarité entre écoles de l'enseignement fondamental ordinaire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret fixe les critères permettant de déterminer les écoles fondamentales ordinaires qui peuvent bénéficier de la solidarité visée à l'article 3 du décret programme du 27 octobre 1997 portant diverses mesures concernant l'enseignement.

Art. 2. Peuvent bénéficier de la solidarité, par élève :

1° les écoles fondamentales ordinaires, primaires et maternelles reconnues comme prioritaires conformément à l'article 8, § 2, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental; dans le cas où une école n'est pas reconnue comme prioritaire mais où une ou plusieurs de ses implantations le sont, la prise en compte se fait au prorata du nombre d'élèves de cette (ces) implantation(s).

2° les écoles qui comptent moins de 300 élèves, pour les 100 premiers de ceux-ci.

(1) *Session 1997-1998.*

Documents du Conseil. — n° 203, n° 1 : Projet de décret; n°s 2 et 3 : Amendements de commission; n° 4 : Rapport. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 15 décembre 1997.